

3° domein van de woord- en de toneelkunsten :

- dotatie van het domein: 154.680
- aanpassingscoëfficiënt: 0,8353
- herverdelingscoëfficiënt: 0,13

4° domein van de dans:

- dotatie van het domein: 53.280
- aanpassingscoëfficiënt: 0,7207
- herverdelingscoëfficiënt: 0

Art. 3. Binnen de perken bepaald bij artikel 1, heeft de waarnemend Directeur-generaal van de Algemene Directie van het niet- verplicht onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek de lestijdendotaties als volgt vastgesteld :

1° die gebruikt voor de subsidiëring van de ambten van de personeelsleden in beschikbaarheid gesteld wegens ambtsonbering of met gedeeltelijk verlies van opdracht, overeenkomstig artikel 29, tweede lid, van voormeld decreet van 2 juni 1998 : 10.124 lestijden als volgt verdeeld :

- domein van de plastische kunsten, visuele kunsten en de kunsten in de ruimte : 1524 lestijden/jaar;
- domein van de muziek: 6.680 lestijden/jaar;
- domein van de woord- en toneelkunsten: 840 lestijden/jaar;
- domein van de dans: 1.080 lestijden/jaar.

2. die toegekend voor de bijzondere organisaties bedoeld bij de artikelen 37 en 38 van voormeld decreet van 2 juni 1998: 19.478 lestijden.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
Brussel, 6 februari 2008.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Présidente, belast met het Leerplichtonderwijs,
Mevr. M. ARENA

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 876

[2008/200847]

3 MARS 2008. — Arrêté ministériel relatif à la procédure de régularisation prévue dans le cadre d'un déménagement

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité notamment l'article 34, alinéa 1^{er}, 1^o, a) et 2^o, a);

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment, les articles 32, alinéa 1^{er}, 1^o et 33, 1^o;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, notamment l'article 22bis inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 modifiant les arrêtés du 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz et du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, notamment l'article 23bis inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2008 modifiant les arrêtés du 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et du gaz et du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure;

Vu l'avis de la CWaPE.CD-7k27-CWaPE-179 du 3 décembre 2007;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 25 octobre 2007;

Vu l'avis 43.982/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 janvier 2008, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions applicables dans le cadre de la fourniture d'électricité

Article 1^{er}. Si le nouvel utilisateur du réseau de distribution ou le propriétaire de l'immeuble ne donne aucune suite à la demande du gestionnaire de réseau de distribution dans le délai visé à l'article 22bis, alinéa 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, le gestionnaire de réseau de distribution se rend, dans les quinze jours ouvrables, au domicile du client concerné afin de régulariser sa situation.

Art. 2. Le gestionnaire de réseau de distribution soumet au client concerné un formulaire de régularisation comprenant les options suivantes :

1° Si le client dispose déjà d'un contrat de fourniture à son ancienne adresse ou y était fourni par le fournisseur désigné, mais n'a pas encore prévenu son fournisseur de son déménagement, le formulaire reprend le nom du fournisseur de l'ancienne adresse ainsi que l'accord du client d'être alimenté par ledit fournisseur conformément aux conditions en cours;

2° Si le client ne dispose pas encore d'un contrat de fourniture, le formulaire de régularisation permet au client d'être fourni par le fournisseur de l'ancien occupant.

Le formulaire mentionne, dans ce cas, le nom du fournisseur de l'ancien occupant, l'accord du client d'être alimenté par ledit fournisseur ainsi que la possibilité pour le client de conclure un contrat de fourniture d'électricité avec un autre fournisseur de son choix sans être redevable d'une quelconque indemnité de rupture et moyennant un préavis d'un mois;

3° Si le client souhaite faire sceller le compteur, le formulaire de régularisation permet au client de demander au gestionnaire de réseau de distribution de faire sceller, aux frais du client, le dispositif de l'alimentation d'électricité.

Le formulaire de régularisation dûment complété et signé est alors transmis, par le gestionnaire de réseau de distribution au fournisseur mentionné dans ledit document via une procédure établie en concertation entre les gestionnaires de réseaux de distribution et les fournisseurs.

Art. 3. Si le client est absent lors de la visite du gestionnaire de réseau de distribution, un avis de passage invitant le client à prendre rendez-vous dans un délai de quinze jours calendriers afin de procéder à la régularisation est déposé au domicile du client.

Cet avis de passage mentionne, notamment, les conséquences de l'absence de réaction du client endéans le délai requis.

Si le client refuse de compléter et de signer le document de régularisation, ou s'il ne réagit pas aux lettres du gestionnaire de réseau de distribution, la procédure de régularisation est alors considérée en échec et le gestionnaire de réseau de distribution peut procéder à la suspension de la fourniture d'électricité.

CHAPITRE II. — *Dispositions applicables dans le cadre de la fourniture de gaz*

Art. 4. Si le nouvel utilisateur du réseau de distribution ou le propriétaire de l'immeuble ne donne aucune suite à la demande du gestionnaire de réseau de distribution dans le délai visé à l'article 23bis, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, le gestionnaire de réseau de distribution se rend dans les quinze jours ouvrables au domicile du client concerné afin de régulariser sa situation.

Art. 5. Le gestionnaire soumet au client concerné un formulaire de régularisation comprenant les mentions suivantes :

1° Si le client dispose déjà d'un contrat de fourniture à son ancienne adresse ou y était fourni par le fournisseur désigné, mais n'a pas encore prévenu son fournisseur de son déménagement, le formulaire reprend le nom du fournisseur de l'ancienne adresse ainsi que l'accord du client d'être alimenté par ledit fournisseur conformément aux conditions en cours.

2° Si le client ne dispose pas encore d'un contrat de fourniture, le formulaire de régularisation permet au client d'être fourni par le fournisseur de l'ancien occupant.

Le formulaire mentionne dans ce cas le nom du fournisseur de l'ancien occupant, l'accord du client d'être alimenté par ledit fournisseur ainsi que la possibilité pour le client de conclure un contrat de fourniture de gaz avec un autre fournisseur de son choix sans être redevable d'une quelconque indemnité de rupture et moyennant un préavis d'un mois;

3° Si le client souhaite faire sceller le compteur, le formulaire de régularisation permet au client de demander au gestionnaire de réseau de distribution de faire sceller, aux frais du client, le dispositif de l'alimentation de gaz.

Le formulaire de régularisation dûment complété et signé est alors transmis par le gestionnaire de réseau de distribution au fournisseur mentionné dans ledit document via une procédure établie en concertation entre les gestionnaires de réseaux de distribution et les fournisseurs.

Art. 6. Si le client est absent lors de la visite du gestionnaire de réseau de distribution, un avis de passage invitant le client à prendre rendez-vous dans les quinze jours calendriers afin de procéder à la régularisation est déposé au domicile du client.

Cet avis de passage mentionne, notamment, les conséquences de l'absence de réaction du client endéans le délai requis.

Si le client refuse de compléter et de signer le document de régularisation, ou s'il ne réagit pas aux lettres du gestionnaire de réseau de distribution, la procédure de régularisation est alors considérée en échec et le gestionnaire de réseau de distribution peut procéder à la suspension de la fourniture de gaz.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 juin 2008.

Namur, le 3 mars 2008.

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 876

[2008/200847]

3. MÄRZ 2008 — Ministerialerlass zur Festlegung des Regulierungsverfahrens, das bei einem Umzug vorgesehen ist

Der Minister des Wohnungswesens, Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Aufgrund des Dekrets vom 12 April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarktes, insbesondere des Artikels 34, Absatz 1, 1 a) und 2 a);

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarktes, insbesondere der Artikel 32, Absatz 1, 1 und 33, 1;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der wallonischen Region vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes auf dem Elektrizitätsmarkt, insbesondere Artikel 22 a, eingefügt durch den Erlass der Regierung der wallonischen Region vom 28. Februar 2008, welcher die Erlasse vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes auf dem Elektrizitäts- und Gasmarkt und vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission zur Benachrichtigung über die Einstellung von Stromlieferungen abändert;

Aufgrund des Erlasses der Regierung der wallonischen Region vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes auf dem Gasmarkt, insbesondere Artikel 23 a, eingefügt in den Erlass der Regierung der wallonischen Region vom 28. Februar 2008, welche die Erlasse vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes auf dem Elektrizitäts- und Gasmarkt und vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission zur Benachrichtigung über die Einstellung von Stromlieferungen abändert;

Aufgrund der Mitteilung der Wallonischen Kommission für Energie (Commission Wallonne Pour l'Énergie, CWaPE) CD-7k27-CWaPE-179 vom 3. Dezember 2007;

Aufgrund der Mitteilung des obersten Städte- Gemeinde und Provinzrates der wallonischen Region, bekannt gegeben am 25. Oktober 2007;

Aufgrund der Mitteilung 43.982/4 des Regierungsrates, bekannt gegeben am 21 Januar 2008, unter Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließt:

KAPITEL I. — Bestimmungen, die im Rahmen der Lieferung von Elektrizität gelten

Artikel 1 - Falls der neue Betreiber des Verteilernetzes oder der Besitzer des Gebäudes auf den Antrag des Betreibers der Verteilernetze innerhalb der Frist nicht reagiert, wie es der Artikel 22 a Absatz 3 des Erlasses der Regierung der wallonischen Region vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes auf dem Elektrizitätsmarkt vorsieht, begibt sich der Betreiber der Verteilernetze innerhalb von fünfzehn Werktagen zum Wohnsitz des Kunden, um dessen Situation zu klären.

Art. 2 - Der Betreiber des Verteilernetzes übergibt dem betreffenden Kunden ein Regulierungsformular, das die folgenden Bedingungen enthält:

1° falls der Kunde bereits einen Liefervertrag für seinen ehemaligen Wohnsitz besitzt oder falls er vom namentlichen Energieversorger beliefert wurde, diesen jedoch noch nicht über seinen Umzug informiert hat, wird auf dem Formular der Name des Energieversorgers seiner ehemaligen Adresse eingetragen, sowie die Einverständniserklärung des Kunden, dass er durch besagten Anbieter gemäß der laufenden Bedingungen beliefert wird;

2° falls der Kunde noch keinen Liefervertrag abgeschlossen hat, ermöglicht das Regulierungsformular, dass der Kunde durch den Energieversorger des ehemaligen Bewohners beliefert wird. In diesem Fall wird auf dem Formular der Name des Energieversorgers des ehemaligen Bewohners vermerkt, das Einverständnis des Kunden, durch besagten Energieversorger beliefert zu werden, sowie die Möglichkeit für den Kunden, einen Elektrizitätsliefervertrag mit einem Stromversorger seiner Wahl abzuschließen, ohne dass er irgendeine Abstandssumme für die Kündigung zahlen muss und indem er eine Kündigungsfrist eines Monats mittelt;

3° falls der Kunde den Zähler versiegeln lassen möchte, hat er durch das Regulierungsformular die Möglichkeit, beim Betreiber des Verteilernetzes die Versiegelung der Vorrichtung für die Elektrizitätsversorgung auf seine Kosten zu beantragen.

Das Regulierungsformular wird, ordnungsgemäß ausgefüllt und unterschrieben, durch den Betreiber der Verteilernetze an den in besagtem Dokument verzeichneten Energieversorger über ein Verfahren übermittelt, das zwischen den Betreibern der Verteilernetze und den Energieversorgern abgestimmt wurde.

Art. 3 - Falls der Kunde beim Besuch des Betreibers der Verteilernetze nicht anwesend ist, wird er durch einen Bescheid zur Beurkundung seines Besuchs, der am Wohnsitz des Kunden hinterlegt wird, aufgefordert, innerhalb von fünfzehn Kalendertagen einen Termin zu vereinbaren, damit die Regulierung am Wohnsitz des Kunden stattfinden kann.

Dieser Bescheid zur Beurkundung seines Besuches führt insbesondere die Folgen auf, die zu erwarten sind, falls der Kunde innerhalb der geforderten Frist nicht reagiert.

Falls sich der Kunde weigert, das Regulierungsformular auszufüllen und zu unterschreiben, oder falls er auf die Schreiben des Betreibers der Verteilernetze nicht reagiert, wird das Regulierungsverfahren schließlich als misslungen betrachtet und der Betreiber der Verteilernetze kann die Elektrizitätslieferung einstellen.

KAPITEL II. — Bestimmungen, die im Rahmen der Lieferung von Gas gelten

Art. 4 - Falls der neue Nutzer der Verteilernetze oder der Besitzer des Gebäudes auf den Antrag des neuen Betreibers der Verteilernetze nicht innerhalb der Frist gemäß Artikel 23 a, Absatz 3 der Verordnung der Regierung der wallonischen Region vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes auf dem Gasmarkt reagiert, begibt sich der Betreiber der Verteilernetze innerhalb von fünfzehn Tagen zum Wohnsitz des Kunden, um die Situation zu klären.

Art. 5 - Der Betreiber des Verteilernetzes übergibt dem betreffenden Kunden ein Regulierungsformular das die folgenden Bedingungen enthält:

1° falls der Kunde bereits an seinem ehemaligen Wohnsitz einen Liefervertrag abgeschlossen hat, wo er durch den namentlichen Energieversorger beliefert wurde, jedoch seinen Energieversorger noch nicht über seinen Umzug unterrichtet hat, wird auf dem Formular der Name des Energieversorgers eingetragen, der an die ehemalige Adresse geliefert hat, sowie das Einverständnis des Kunden, dass er von besagtem Energieversorger zu den laufenden Konditionen beliefert werden möchte.

2° falls der Kunde noch keinen Liefervertrag abgeschlossen hat, ermöglicht das Regulierungsformular, dass der Kunde durch den Energieversorger des ehemaligen Bewohners beliefert wird.

In diesem Fall wird auf dem Formular der Name des Energieversorgers des ehemaligen Bewohners vermerkt, das Einverständnis des Kunden, durch besagten Energieversorger beliefert zu werden, sowie die Möglichkeit für den Kunden, einen Gasliefervertrag mit einem Anbieter seiner Wahl abzuschließen, ohne dass er irgendeine Abstandssumme für die Kündigung zahlen muss und indem er eine Kündigungsfrist eines Monats mittelt;

3° falls der Kunde den Zähler versiegeln lassen möchte, hat er durch das Regulierungsformular die Möglichkeit, beim Betreiber des Verteilernetzes die Versiegelung der Vorrichtung für die Gasversorgung auf seine Kosten zu beantragen.

Das Regulierungsformular wird, ordnungsgemäß ausgefüllt und unterschrieben, durch den Betreiber der Verteilernetze an den in besagtem Dokument verzeichneten Energieversorger über ein Verfahren übermittelt, das zwischen den Betreibern der Verteilernetze und den Energieversorgern abgestimmt wurde.

Art. 6 - Falls der Kunde beim Besuch des Betreibers der Verteilernetze nicht anwesend ist, wird er durch einen Bescheid zur Beurkundung seines Besuchs der am Wohnsitz des Kunden hinterlegt wird, aufgefordert, innerhalb von fünfzehn Kalendertagen einen Termin zu vereinbaren, damit die Regulierung stattfinden kann.

Dieser Bescheid zur Beurkundung seines Besuches führt insbesondere die Folgen auf, die zu erwarten sind, falls der Kunde innerhalb der geforderten Frist nicht reagiert.

Falls sich der Kunde weigert, das Regulierungsformular auszufüllen und zu unterschreiben, oder falls er auf die Schreiben des Betreibers der Verteilernetze nicht reagiert, wird das Regulierungsverfahren schließlich als misslungen betrachtet und der Betreiber der Verteilernetze kann die Gaslieferung einstellen.

Art. 7 - Die vorliegende Verordnung tritt am 15. Juni 2008 in Kraft.

Namur, den 3. März 2008

A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 876

[2008/200847]

3 MAART 2008. — Ministerieel besluit houdende de voorziene regularisatieprocedure in het kader van een verhuizing

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 34, lid 1, 1^o, a) en 2^o, a);

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op de artikelen 32, lid 1, 1^o, en 33, 1^o;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 houdende de openbare dienstverplichtingen in de elektriciteitsmarkt, inzonderheid artikel 22bis ingevoegd bij besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 tot wijziging van de besluiten van 30 maart 2006 houdende de openbare dienstverplichtingen in de elektriciteits- en gasmarkt en van 17 juli 2003 houdende de plaatselijke commissie die adviseert over onderbrekingen

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 30 maart 2006 houdende de openbare dienstverplichtingen in de gasmarkt, inzonderheid artikel 23bis ingevoegd bij besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2008 tot wijziging van de besluiten van 30 maart 2006 houdende de openbare dienstverplichtingen in de elektriciteits- en gasmarkt en van 17 juli 2003 houdende de plaatselijke commissie die adviseert over onderbrekingen;

Gelet op het advies van de CWaPE.CD-7k27-CWaPE-179 van 3 december 2007;

Gelet op het advies van de Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) van 25 oktober 2007;

Gelet op advies 43.982/4 van de Raad van State van 21 januari 2008 in toepassing van artikel 84, lid 1, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen van toepassing in het kader van de elektriciteitslevering*

Artikel 1. Geeft de nieuwe gebruiker van het distributienet of de eigenaar van het gebouw binnen de in artikel 22bis, lid 3, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 houdende de openbare dienstverplichtingen in de elektriciteitsmarkt voorziene termijn geen gevolg aan het verzoek van de distributienetbeheerder, dan begeeft deze laatste zich binnen de vijftien werkdagen naar de woonplaats van de betreffende klant om zijn situatie te regulariseren.

Art. 2. De distributienetbeheerder overhandigt de betrokken klant een regularisatiefactuur met de volgende mogelijkheden :

1^o Beschikt de klant op zijn oude adres al over een leveringscontract of werd hij er door de aangestelde leverancier bevoorrad, maar bracht hij zijn leverancier nog niet op de hoogte van zijn verhuizing, dan vermeldt het formulier de naam van de leverancier van het oude adres evenals de toestemming van de klant om door bedoelde leverancier te worden bevoorrad in overeenstemming met de bestaande algemene voorwaarden;

2^o Heeft de klant nog geen leveringscontract dan laat het regularisatieformulier de klant toe te worden bevoorrad door de leverancier van de vroegere bewoner.

In dat geval vermeldt het formulier de naam van de leverancier van de vroegere bewoner, de toestemming van de klant om door bedoelde leverancier te worden bevoorrad en de mogelijkheid voor de klant om een contract voor de levering van elektriciteit te sluiten met een andere leverancier van zijn keuze, zonder een verbrekingsvergoeding te zijn verschuldigd en mits een vooropzegging van een maand;

3^o Wenst de klant de meter te laten verzegelen, dan kan hij via het regularisatieformulier de distributienetbeheerder vragen om op kosten van de klant de elektriciteitsaanvoer te laten verzegelen.

De distributienetbeheerder maakt het naar behoren ingevulde en ondertekende regularisatieformulier over aan de leverancier die op bedoeld formulier staat vermeld, via een procedure die in overleg tussen de distributienetbeheerders en de leveranciers werd opgesteld.

Art. 3. De distributienetbeheerder laat bij afwezigheid van de klant een bericht achter op het adres van de klant om te laten weten dat hij is langs gekomen en nodigt de klant uit om binnen de vijftien werkdagen een afspraak te maken om tot regularisatie over te gaan.

Betreffend bericht vermeldt onder meer wat de gevolgen zijn als de klant binnen de vereiste termijn niet reageert.

Weigert de klant het regularisatiedocument in te vullen en te ondertekenen of reageert hij niet op de brieven van de distributienetbeheerder, dan wordt de regularisatieprocedure beschouwd als mislukt en kan de distributienetbeheerder overgaan tot de opschorting van de elektriciteitsbevoorrading.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen van toepassing in het kader van de gaslevering*

Art. 4. Geeft de nieuwe gebruiker van het distributienet of de eigenaar van het gebouw binnen de in artikel 23bis, lid 3, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 houdende de openbare dienstverplichtingen in de gasmarkt voorziene termijn geen gevolg aan het verzoek van de distributienetbeheerder, dan begeeft deze laatste zich binnen de vijftien werkdagen naar de woonplaats van de betreffende klant om zijn situatie te regulariseren.

Art. 5. De beheerder overhandigt de betrokken klant een regularisatiefactuur met de volgende vermeldingen :

1° Beschikt de klant op zijn oude adres al over een leveringscontract of werd hij er door de aangestelde leverancier bevoorraad, maar bracht hij zijn leverancier nog niet op de hoogte van zijn verhuizing, dan vermeldt het formulier de naam van de leverancier van het oude adres evenals de toestemming van de klant om door bedoelde leverancier te worden bevoorraad in overeenstemming met de bestaande algemene voorwaarden.

2° Heeft de klant nog geen leveringscontract dan laat het regularisatieformulier de klant toe te worden bevoorraad door de leverancier van de vroegere bewoner.

In dit geval vermeldt het formulier de naam van de leverancier van de vroegere bewoner, de toestemming van de klant om door bedoelde leverancier te worden bevoorraad en de mogelijkheid voor de klant om een contract voor de levering van gas te sluiten met een andere leverancier van zijn keuze, zonder een verbrekingsvergoeding te zijn verschuldigd en mits een vooropzegging van een maand;

3° Wenst de klant de meter te laten verzegelen, dan kan hij via het regularisatieformulier de distributienetbeheerder vragen om op kosten van de klant de gastoevoer te laten verzegelen.

De distributienetbeheerder maakt het naar behoren ingevulde en ondertekende regularisatieformulier over aan de leverancier die op bedoeld formulier staat vermeld, via een procedure die in overleg tussen de distributienetbeheerders en de leveranciers werd opgesteld.

Art. 6. De distributienetbeheerder laat bij afwezigheid van de klant een bericht achter op het adres van de klant om te laten weten dat hij is langs gekomen en nodigt de klant uit om binnen de vijftien werkdagen een afspraak te maken om tot regularisatie over te gaan.

Betreffend bericht vermeldt onder meer wat de gevolgen zijn als de klant binnen de vereiste termijn niet reageert.

Weigert de klant het regularisatiedocument in te vullen en te ondertekenen of reageert hij niet op de brieven van de distributienetbeheerder, dan wordt de regularisatieprocedure beschouwd als mislukt en kan de distributienetbeheerder overgaan tot de opschorting van de gasbevoorrading.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 15 juni 2008.

Namen, 3 maart 2008.

A. ANTOINE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 877

[2008/200848]

3 MARS 2008. — Arrêté ministériel déterminant les procédures de placement d'un compteur à budget gaz et d'activation de la fonction à prépaiement

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment l'article 32, 2°

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, notamment les articles 34, §§ 5 et 6, et 35, §§ 3 et 4;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 25 octobre 2007;

Vu l'avis de la CWaPE.CD-7k27-CWaPE-179 du 3 décembre 2007;

Vu l'avis complémentaire de la CWaPE CD-8b25-CWaPE-179, du 22 février 2008;

Vu l'avis 43.981/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 janvier 2008 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté assure partiellement la transposition de la Directive 2003/55/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur du gaz et abrogeant la Directive 98/30/CE, spécialement de son article 3, conformément à son article 33, § 3.

Art. 2. § 1^{er}. En exécution de l'article 34, § 6, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, dénommé ci-après "l'arrêté", la procédure de placement d'un compteur à budget, à la demande d'un fournisseur, pour un de ses clients en défaut de paiement est la suivante :

a) dans les dix jours de la réception de la demande visée à l'article 34, § 1^{er}, de l'arrêté, le gestionnaire de réseau envoie un courrier au client qui :

1° mentionne la date et la plage horaire du placement du compteur à budget;

2° mentionne l'obligation de placer le compteur à budget dans un délai de trente jours à dater de l'envoi du courrier visé au point a);

3° mentionne le service à joindre pour une éventuelle modification du jour et de la plage horaire dans le respect du délai visé au point 2°;

4° informe le client que si le placement ne peut avoir lieu à la date prévue initialement ou ultérieurement convenue, pour cause d'absence du client ou de refus d'accès à son domicile, son fournisseur sera informé et son alimentation pourra être suspendue jusqu'au placement du compteur à budget et à l'alimentation du système de rechargement;

b) si, à la date initialement prévue ou ultérieurement convenue, le placement du compteur à budget ne peut avoir lieu, pour cause d'absence du client ou de refus d'accès à son domicile, le gestionnaire de réseau laisse un avis de passage et adresse un courrier au client constatant l'impossibilité de placer le compteur à budget et mentionnant les divers contacts pris dans le cadre du présent article. Le gestionnaire de réseau adresse une copie de ce courrier au fournisseur du client.

§ 2. Si le fournisseur demande la suspension de la fourniture de gaz, le gestionnaire de réseau adresse au client un courrier recommandé. Ce recommandé atteste du refus explicite du client à propos du placement d'un compteur à budget, précise la date et la plage horaire de la suspension de la fourniture de gaz ainsi que la possibilité pour le client d'apurer sa dette et d'en apporter la preuve dans un délai de cinq jours ouvrables afin d'éviter cette suspension. Cette suspension de la fourniture de gaz ne peut intervenir avant un délai de quinze jours ouvrables à dater de l'envoi du recommandé.